



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 2317

Texte de la question

FINANCEMENT DU PROJET ITER

M. le président. La parole est à M. François de Rugy, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. François de Rugy. Ma question s'adresse à la ministre de la recherche.

Alors que le Gouvernement prépare un gel des dépenses sociales - qui est en fait une baisse déguisée, puisque le nombre de personnes en situation de précarité s'accroît -, il est un projet qui semble curieusement exonéré de ces efforts de rigueur. C'est un projet international, dont les coûts ont quasiment triplé en quatre ans, passant de 5,9 milliards à 16 milliards d'euros.

Je veux parler du projet ITER, un réacteur nucléaire expérimental qui doit s'implanter à Cadarache. Pour l'Union européenne, qui en supporte 45 % des coûts, cela représente une facture qui passe de 2,7 milliards à plus de 7 milliards d'euros.

Je le dis avec un peu d'humour, pour celles et ceux qui nous regardent : pour comprendre la folie du rêve ITER, le mieux est encore de regarder le film *Spider-Man 2*, sorti en 2004.

Mais pour revenir à nos dures réalités budgétaires, vous avez décidé, mesdames et messieurs du Gouvernement, avec vos collègues européens, de supprimer les crédits affectés à d'autres projets de recherche, pour financer les nouvelles subventions destinées à ITER. Vous ne pourrez pas compter sur les États-Unis, puisque le budget présenté par le Président Obama pour 2011 prévoit une baisse de 40 % des crédits affectés à ITER. C'est donc bien au détriment d'autres projets que se fera le développement d'ITER.

Et nous sommes bien loin des grandes déclarations de Nicolas Sarkozy, qui disait : " Chaque euro investi dans le nucléaire sera accompagné d'un euro investi dans les énergies renouvelables ".

En période de crise sociale, de crise économique et de rigueur budgétaire - car vous ne pouvez pas échapper à l'expression -, n'est-il pas temps de revenir sur ces projets aussi pharaoniques qu'inutiles ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Lellouche, secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État chargé des affaires européennes*. Monsieur le député, je voudrais d'abord vous dire que le projet de réacteur à fusion thermonucléaire qui doit être implanté à Cadarache est un enjeu scientifique fondamental pour la France et pour l'Europe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

C'est le plus grand programme scientifique de la planète. Il regroupe la plupart des grands pays scientifiques du monde : États-Unis, Russie, Chine, Japon, Corée du Sud, Brésil et Inde.

Oui, l'Europe en est l'hôte. Oui, je l'ai négocié en 2003 pour la France, et cette installation est à Cadarache, au grand bénéfice de la région PACA : 3 000 emplois de recherche, 1,5 milliard d'euros qui vont être investis dans les cinq ans, des retombées fondamentales pour notre industrie dans les matériaux de haute technologie.

Et c'est cela, monsieur le député, que vous comparez à *Spider-Man 2* ? Les responsables de gauche en PACA, M. Vauzelle, M. Bianco, comme les députés du groupe UMP, en particulier Mme Joissains-Masini, étaient tous d'accord pour ce projet. C'est pour des raisons électorales misérables que vous avez changé d'avis au moment des dernières élections régionales.

M. Marcel Rogemont. Nous n'avons pas changé d'avis !

M. Jean Glavany. Nous ne changeons pas d'avis comme Sarkozy !

M. Pierre Lellouche, *secrétaire d'État*. Alors, je vous le dis, monsieur de Rugy, le Gouvernement a tout à fait

l'intention de poursuivre ce projet. Tout à fait ! Nous allons trouver les réponses financières adaptées. C'est vrai que l'organisation internationale est lourde. Mais les surcoûts sont normaux, s'agissant d'une coopération internationale aussi importante. C'est la source de l'énergie de la planète à la fin de ce siècle, à partir du thorium et de l'eau de mer. Je vous demande de reconsidérer votre position, qui n'est pas un service pour la France.
(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. François de Rugy](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (1^{re} circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2317

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 9 juin 2010